



## COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate  
À tous les médias

### « Il faut se lever pour défendre notre région » Jean-Maurice Matte, président de la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue

**Rouyn-Noranda, le 17 février 2015** – « L'Abitibi-Témiscamingue se fait agresser de tous côtés par les multiples décisions prises par le gouvernement du Québec au cours des dernières semaines. Elles ne seront pas sans conséquence sur notre capacité à poursuivre notre développement. Il n'y a rien d'anodin là-dedans. Il faut se lever pour défendre notre région », lance le président de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de l'Abitibi-Témiscamingue, M. Jean-Maurice Matte.

Cette sortie du président de l'organisme est un cri du cœur qui fait suite aux récentes annonces qui heurtent de plein fouet la région : fermeture du bureau régional du Conseil du statut de la femme, compressions au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs et du côté des carrefours jeunesse-emploi, compressions budgétaires à la Sûreté du Québec, réduction de nombreux postes de cadres dans le domaine de la santé, perte de fonds dédiés à la rénovation de logements et à la recherche forestière, sans oublier la centralisation des activités de la Financière agricole et de divers autres services gouvernementaux désormais assurés à partir de Québec, Montréal ou Gatineau. À tout cela s'ajoute le danger associé à la centralisation de la taxe sur l'hébergement. « Et là, je ne parle pas de l'abolition des CRÉ ou des CLD, qui a fait l'objet d'annonces il y a de cela plusieurs mois. Je parle d'annonces récentes qui affaiblissent notre capacité de nous développer et d'agir au bénéfice de la population de l'Abitibi-Témiscamingue », indique M. Matte. Ce sont des dizaines d'hommes et de femmes qui, depuis plusieurs années, contribuent au bien-être collectif et qui aujourd'hui, se font cavalièrement remercier sous prétexte de nécessaires coupes au profit de l'atteinte d'un équilibre budgétaire.

La population doit exprimer ses préoccupations aux maires, préfets et députés de la région, considère M. Matte. Il suggère donc d'attacher rapidement une solidarité sans faille en Abitibi-Témiscamingue, invitant ceux et celles qui ne l'ont pas encore fait à se joindre aux personnes déjà mobilisées à travers le mouvement *Touche pas à ma région! Abitibi-Témiscamingue*. Il en appelle aussi aux représentants du monde économique, particulièrement ceux du secteur du commerce et des services, qui constatent directement les effets cumulés de ces décisions sur leurs entreprises. Il faut que le gouvernement réalise que l'atteinte de ses objectifs financiers ne se fera pas en sacrifiant l'intérêt collectif.

« Nous continuons d'exiger une pause dans l'application des mesures budgétaires ainsi que l'établissement d'un dialogue que le gouvernement nous refuse encore. Plus les gens feront part de leurs inquiétudes et suggestions, plus les maires, préfets et députés pourront bien faire leurs représentations », indique M. Matte. « L'Abitibi-Témiscamingue, c'est un pays que nous habitons et qui nous habite. Il nous faut donc nous lever pour le défendre et lui assurer un avenir, notre avenir. La contribution active de la députation régionale et du ministre responsable de l'Abitibi-Témiscamingue est essentielle à cette démarche pour une suite positive des choses. La région doit poursuivre sur sa lancée si nous souhaitons qu'elle demeure un moteur du développement pour le Québec », conclut M. Matte.

-30-

Source : Lili Germain, agente de communication  
819 762-0774, poste 109  
819 290-3926

Conférence régionale des élus  
de l'Abitibi-Témiscamingue



170, avenue Principale, bureau 102  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7



Téléphone : 819.762.0774  
Télécopieur : 819.797.0960



cr@conferenceregionale.ca  
www.conferenceregionale.ca